

Plus de lignes pour le tramway ?

Politique. Le temps d'un déjeuner avec la presse, Luc Lemonnier a balayé l'actualité locale. Temps forts.

L'exercice consiste à réunir quelques journalistes lors d'une conférence de presse organisée autour d'un déjeuner. Ce rendez-vous annuel est surtout l'occasion pour le maire - Luc Lemonnier - de balayer de nombreux sujets qu'ils soient nationaux [lire en page 18], régionaux ou locaux.

TRANSPORTS PUBLICS

Du Havre, il fut évidemment question au travers de plusieurs chapitres. La politique des transports publics, tout d'abord, qui selon le 1er magistrat « doit faire preuve de cohérence en offrant toujours plus de mobilité aux usagers ». En développant le réseau mais aussi en proposant de nouveaux services. Les bus autonomes devraient pouvoir emmener les croisiéristes en centre-ville dès septembre prochain. Peut-être même avant. « Nous sommes passés de 370 000 croisiéristes l'an passé à 420 000 cette année. Avec un objectif d'un million en 2025. Le but est que tous ces voyageurs ne restent pas sur les paquebots. Leur acheminement depuis la Pointe de Floride est essentiel. » Une réflexion sur le transport des



Le tramway pourrait relier les quartiers sud et est à la ville

personnes en situation de handicap est également à l'étude. « Notre réseau Mobi'Fil montre ses limites, géographiquement parlant. Nous travaillons avec une start-up spécialisée dans le transport partagé, proposant des véhicules équipés qui permettent à des personnes handicapées de se déplacer sur une zone élargie. » La municipalité souhaite également travailler en collaboration avec LiA pour que les bus puissent accueillir toutes les personnes handicapées. « Je parle là de toutes les formes de handicap. Je pense notamment aux autistes. Il faut qu'on réfléchisse ensemble à un sys-

tème qui favorise l'inclusion de tous les individus. L'exclusion commence par l'absence de moyens de transport. » Autre sujet à l'étude, l'extension du tramway vers les quartiers sud et est. Et Luc Lemonnier d'expliquer : « Depuis la création du tramway, le paysage urbain a évolué. Au sud, le Carré des Docks a été refait, le campus universitaire se développe. À l'est, se pose la question de la desserte du Stade Océane. De même, doit-on prolonger la ligne jusqu'à Sainte-Adresse au lieu de l'arrêter à la plage ? Toutes ces questions méritent d'être posées. Mais ces investissements ont aussi

un coût. La création du tramway a coûté 400 millions d'euros, aménagements urbains compris. Il faudrait compter entre 200 millions et 400 millions d'euros pour une extension et de nouveaux aménagements. Nous devons aussi réfléchir aux dessertes d'Harfleur, Montivilliers et Épouville. Le train de la Lézarde coûte 15 millions d'euros à l'année. Le ferroviaire est cher. Il ne faut pas oublier qu'en 2026, le bus diesel, c'est fini. Et 2026, c'est déjà demain. Nous devons amener un niveau de service cohérent sur la commune. Réfléchir à de nouvelles technologies. »

AÉROPORT

Faut-il développer des lignes régulières en partance de l'aéroport du Havre-Octeville ? « Deux vols hebdomadaires, ça coûte 200 000 €. Deux vols quotidiens, 800 000 €. Il faut une pertinence. Est-ce que ce sont les impôts qui paient l'avion avec les conséquences environnementales ? Est-ce que les Octevillais ont vraiment envie de voir se développer des vols réguliers ? La délégation de service public s'arrête à la fin de l'année. Faut-il une seule délégation pour les 4 aéroports normands ? Est-ce que ça permettrait de développer l'aéroport du Havre ? Pas sûr. »

GILETS JAUNES

Autre chapitre, le mouvement des Gilets jaunes et la concertation citoyenne. « Nous avons développé les audiences municipales. Nous mettons des

salles à disposition, gratuitement, pour l'organisation de réunions publiques. Nous organisons également deux temps de rencontre les 21 et 26 février. Nous avons opté pour un format de discussion. Il y aura des tables d'une quinzaine de personnes et, à chaque table, un élu, un fonctionnaire et un secrétaire de séance choisis parmi les participants. Élus, bailleurs sociaux... nous avons tous une part de responsabilité et nous avons aussi tous une part de solution. » Pas de cahier de doléances publiques mais la mise en place d'une contribution en ligne ou sur papier. « Nous avons enregistré 900 contributions à ce jour. Les Havrais ont jusqu'au 15 mars pour s'exprimer. »

UN ÉTÉ AU HAVRE

Après une première édition en 2017 - et un budget de 21 millions d'euros avec notamment le retour des Géants et l'organisation des Grandes Voiles dans le cadre des 500 ans du Havre -, le budget 2018 avait évidemment été revu à la baisse (2,8 millions d'euros). Pour les éditions 2019 et 2020 - Jean Blaise ayant déjà signé pour les deux prochaines années -, le budget « sera sensiblement identique à celui de 2018. » Les objectifs ? « Une belle exposition au MuMa, une nouvelle œuvre sur l'espace public, un grand événement populaire auxquels viendront se greffer d'autres rendez-vous. »

EMMANUEL BURDIN

Plaidoyer pour la centrale

Métropole. Jeudi, le conseil communautaire a notamment abordé le devenir de la centrale EDF du Havre. Les élus croient en la reconversion de l'outil industriel et souhaitent défendre le dossier auprès du ministre.

Ils sont prêts à faire front. À l'exception du conseiller communautaire Alexis Deck (Europe Écologie Les Verts) qui a exprimé sa différence sur le dossier, les élus du Havre Seine Métropole semblent avoir la même vision concernant l'avenir de la centrale EDF du Havre menacée de fermeture à l'horizon 2022. C'est à l'occasion d'une délibération sur l'association Le Havre Développement que le conseiller communautaire et député Jean-Paul Lecoq a relancé le débat, rappelant que le site du Havre devait être traité sur un même pied d'égalité que sa sœur jumelle, la centrale de Cordemais (Loire-Atlantique) qui, jusqu'alors menacée, devrait finalement être pérennisée grâce à un nouveau mode de production d'énergie. Avec le projet Écocombust qui prévoit le remplacement du charbon

dans les centrales thermiques par de la biomasse, les usines du Havre et de Cordemais seraient en effet en mesure de poursuivre leurs activités.

Sécurité industrielle

Mais aujourd'hui, les élus craignent que le gouvernement dissocie le sort des deux centrales et s'interrogent sur le devenir du site havrais. « L'usine du Havre peut être sauvée [...] J'ai demandé une audience au ministre de la Transition écologique et solidaire François de Rugy. J'invite d'autres élus de la communauté urbaine à me rejoindre pour porter le dossier [...] » Le président du Havre Seine Métropole se dit lui aussi prêt à rejoindre Jean-Paul Lecoq, invitant d'autres élus du territoire à en faire de même. « Le ministre a parlé d'équité, mais que sous-entend-il ? Nous souhaitons avoir des éclaircissements [...] »

Mais, du côté d'Alexis Deck, les arguments sont diamétralement opposés. « Nous nous demandons en quoi le projet industriel d'EDF est intéressant du point de vue économique et environnemental. Ce projet nécessite beaucoup de combustible. On peut s'interroger sur la capacité à disposer des gisements de bois nécessaires. Nous voulons également connaître l'impact que cette production pourrait avoir sur la qualité de l'air des Havrais [...] Un projet de captation de CO2 au Havre a déjà coûté plusieurs millions d'euros sans donner de résultats [...] Je ne comprends pas l'acharnement des politiques havrais à vouloir à tout prix soutenir cette industrie », estime-t-il, rappelant au passage que les accords de Paris ont « validé » la fin des centrales à charbon en France. Luc Lemonnier souligne que la Région Normandie a réalisé une étude sur les gisements et sur la possibilité de les acheminer



À l'occasion d'une délibération portant sur l'association Le Havre Développement, la centrale EDF s'est invitée au débat

par barges fluviales. Alban Bruneau, vice président du Havre Seine Métropole et maire de Gonfreville-l'Orcher, redit l'importance de la centrale en termes d'emplois et d'activité économique. « La centrale approvisionne de l'électricité lors des pics de consommation. Elle est d'intérêt national [...] » explique-t-il. La sénatrice et conseillère communautaire Agnès Canayer estime, quant à elle, que le projet d'EDF est une opportunité qui permet d'aller dans le sens de la transition écologique. Jean-Paul Lecoq

se souvient d'une panne d'électricité intervenue par le passé sur le territoire. « À un quart d'heure près, nous avons frôlé la catastrophe industrielle. Pour garantir la sécurité sur la zone industrielle, il faut une source d'énergie [...] » François Auber, conseiller communautaire et maire de Saint-Jouin-Bruneval, souhaite pour sa part que les possibilités liées à l'éolien en mer soient également portées au niveau de la nouvelle communauté urbaine.

F. H.